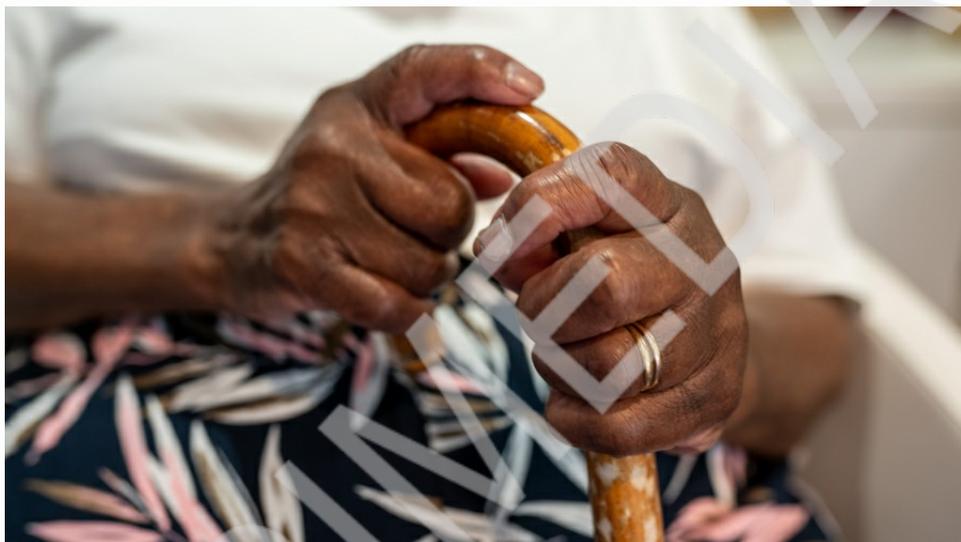


Politique de santé

## L'outre-mer pourrait inventer de nouveaux modes de prise en charge du vieillissement

Publié le 22/03/23 - 12h12

**Les territoires ultramarins, qui seront confrontés à un vieillissement accéléré dans les prochaines années, disposent de peu d'infrastructures d'accompagnement et d'une population peu solvable. Une situation qui oblige à l'inventivité et implique de laisser plus de marge de manœuvre aux acteurs locaux, collectivités et ARS.**



Longtemps entièrement pris en charge par la solidarité familiale, l'accompagnement des âgés doit trouver d'autres modalités dans des sociétés confrontées au vieillissement et en parallèle à l'émigration de la population jeune. (Morcillo/Image Point FR/BSIP)

Dans moins de trente ans, la Martinique et la Guadeloupe compteront parmi les plus vieux départements de France. La Réunion a vu son nombre de personnes âgées de plus de 65 ans augmenter de 80% en quinze ans. *"La Nouvelle-Calédonie et la Polynésie vont également voir leur population vieillir davantage dans les prochaines décennies, il va donc falloir ensemble trouver les moyens pour accompagner un nombre croissant de personnes âgées"*, explique Jean-François Carenco, ministre délégué chargé des Outre-mer, à la conférence Bien vieillir en outre-mer organisée le 20 mars par la Croix-Rouge française.

À la suite des différents rapports en 2022 du Haut Conseil, de la famille, de l'enfance et de l'âge puis de l'Assemblée nationale, le Gouvernement a déployé un plan de rattrapage de l'offre insulaire et ultramarine (lire notre [article](#)) doté sur cinq ans de 80 millions d'euros pour les soins et 75 millions d'euros pour les investissements. À cela s'ajoutent *"des crédits pour les départements qui n'avaient pas les moyens de financer les tarifs planchers des services d'aide à domicile au premier rang desquels les départements ultramarins"*, rappelle Stéphane Corbin, directeur général adjoint de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA). Ces coups de pouce s'avèrent nécessaires mais pas suffisants pour faire face aux défis qui attendent ces territoires dans les vingt prochaines années.

### Miser sur la Silver économie

Balayant la vision idyllique d'une fin de vie dorée à l'ombre des palmiers, Jean-François Carencio propose de travailler trois leviers : le chômage et l'économie informelle qui tarissent les cotisations, le coût de la vie, et le manque d'attractivité des territoires et son corollaire l'émigration des jeunes. Ces derniers représentent des défis majeurs au recrutement de personnels et au maintien des solidarités familiales, principales modalités de prise en charge des aînés. Le sociologue et cofondateur du Cercle vulnérabilités et société Thierry Calvat invite à considérer le vieillissement comme une chance, un atout de développement économique.

C'est également le scénario optimiste que propose Hélène Courcoul-Petot, chef du bureau de l'évaluation des politiques publiques et de la prospective à la Direction générale des outre-mer. *"Nous avons réalisé une étude prospective sur les impacts du vieillissement aux Antilles et nous sommes persuadés que le développement de la Silver économie pourrait être un atout de redynamisation des territoires, qui permettrait de maintenir sur place ou faire revenir les jeunes."* Cet avis est partagé par Maturin Tabue Téguo, professeur des universités-praticien hospitalier en gériatrie exerçant au CHU de Martinique et à l'université des Antilles, qui appelle à la création de gérontopôles en outre-mer.

Tous les intervenants plaident pour l'émergence de solutions venant du terrain et adaptées aux spécificités locales. Anne Bruant-Bisson, nouvelle directrice générale de l'ARS Martinique, insiste : *"Il est essentiel de laisser aux ARS des marges de manœuvre pour qu'elles puissent adapter avec leurs partenaires locaux les politiques à la réalité des territoires, avec des formules souples, sans être obligées de passer par l'article 51."* Même s'ils sont encore à la recherche des modalités de financement, à La Réunion les acteurs locaux réfléchissent à de nouveaux modèles, hors des sentiers balisés de l'Ehpad et des services à domicile. En 2050, La Réunion comptera 74 000 séniors en perte d'autonomie qui vivront selon toute vraisemblance pour les trois quarts à domicile. Des séniors trois à quatre fois plus nombreux à être pauvres qu'en métropole.

## Une réflexion enclenchée à La Réunion

*"Avant nous avions un Ehpad classique, aujourd'hui nous proposons un bouquet de prestations"*, explique Laurent Morin, directeur territorial de la Croix-Rouge à La Réunion. Il déploie ses prestations autour de trois blocs :

- maintien à domicile avec le service de soins à domicile, le dispositif renforcé de soutien à domicile (Drad, lire notre [article](#)), l'accueil de jour et l'habitat inclusif ;
- Ehpad ;
- rupture de l'isolement.

Pour la Croix-Rouge, ce dernier bloc s'est concrétisé en octobre 2022 par la création du tiers-lieu Koté la Kaz qui a déjà accueilli plus de 2 600 personnes. *"Nous y recevons plus de 500 personnes par mois pour des activités intergénérationnelles. Ce nouvel espace nous permet de repérer dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville des aînés isolés"*, précise Laurent Morin.

Pour aller plus loin, la Croix-Rouge envisage, avec le département de La Réunion et le bailleur social Semader, filiale de la Caisse des dépôts et consignations, l'évolution possible d'une résidence sociale pour personnes âgées : la résidence Bel-Air au Tampon. *"85% des résidents ont aujourd'hui plus de 75 ans et 15% sont en Gir 1 à 3. Il n'y a pas de veille globale sur l'établissement par un service de soins à domicile, ni de service d'animation. Nous avons réfléchi ensemble au parcours résidentiel à proposer à ces séniors, qui ne pourront pas se payer une résidence autonomie ou un Ehpad, et à des mutualisations possibles. À l'instar de ce qui se fait dans le champ du handicap, nous pensons qu'il serait intéressant d'inventer un service d'accompagnement à la vie sociale séniors"*, précise Laurent Morin.

## L'enjeu de la formation

Pour prendre soin, il faut aussi des professionnels formés sur les territoires. "En Polynésie nous avons développé une école sociale qui fonctionne bien mais nous sommes en difficulté pour trouver à la fois des professionnels formateurs et des terrains de stage", explique Marie-Luce Rouxel, directrice de Croix-Rouge compétence. Mayotte ne dispose pas d'école sanitaire ou sociale. Croix-Rouge compétence accueille les Mahorais dans ses écoles hexagonales depuis cinq ans. "Mais entre le choc culturel et les lacunes en expression écrite et mathématiques, ce sont les étudiants les plus en difficultés", poursuit Marie-Luce Rouxel. Nous réfléchissons à un cursus préparatoire pour ces étudiants." Elle s'accorde avec Myriam El Khomri, chargée de l'attractivité des métiers pour la Fabrique du bien vieillir du conseil national de la refondation, sur l'urgence de décroiser le sanitaire et le médico-social. L'outre-mer où il y a encore tant à construire est prêt à l'expérimenter.

---

**Emmanuelle Deleplace, à Paris**

---

Les informations publiées par Hospimedia sont réservées au seul usage de ses abonnés. Pour toute demande de droits de reproduction et de diffusion, contactez Hospimedia ([copyright@hospimedia.fr](mailto:copyright@hospimedia.fr)). Plus d'informations sur le copyright et le droit d'auteur appliqués aux contenus publiés par Hospimedia dans la rubrique [droits de reproduction](#).

**Pas encore abonné à HOSPIMEDIA ?**

Testez gratuitement notre journal en vous rendant sur <http://www.hospimedia.fr>

**Votre structure est abonné ?**

Rapprochez-vous de votre référent ou contactez nous au 03 20 32 99 99 ou sur <http://www.hospimedia.fr/contact>